

2° il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les articles 14, 16, 1°, 16, 4° et 5°, et l'article 17 produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2023. ».

Art. 4. À l'article 46, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 février 2020 modifiant divers arrêtés du Gouvernement flamand en ce qui concerne l'application des nouvelles mesures de l'Accord intersectoriel flamand, la date « 1^{er} janvier 2023 » est remplacée par la date « 1^{er} juillet 2023 ».

Art. 5. À l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 janvier 2022 modifiant divers arrêtés du Gouvernement flamand en ce qui concerne l'application des nouvelles mesures de l'Accord Intersectoriel flamand, la date « 1^{er} janvier 2023 » est remplacée par la date « 1^{er} juillet 2023 ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2022.

Art. 7. Le ministre flamand compétent pour le grandir est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 septembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/33373]

8 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités d'octroi des compensations financières prévues à l'article 15, alinéa 2, du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française, l'article 15, remplacé par le décret du 15 décembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 mai 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2022 ;

Vu le « test genre » du 13 mai 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation des patrimoines culturels, donné le 20 juin 2022 ;

Vu l'avis n° 71.893/2/V du Conseil d'Etat, donné le 3 août 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la ministre de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « décret » : le décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française ;

2° « musée » : le musée de la Communauté française ainsi que les musées et pôles muséaux, reconnus ou bénéficiaires de l'une des aides définies au chapitre 5 du décret ;

3° « médiation culturelle » : l'ensemble des initiatives et démarches visant à faciliter l'accès à la culture, la rencontre des créateurs, l'appropriation des œuvres et la participation à la vie culturelle par tous les individus et les groupes ;

4° « médiation culturelle de base » : les explications faisant partie intégrante de la scénographie ainsi que le fascicule ou le guide pédagogique visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, 3° ;

5° « médiation culturelle spécifique » : toute initiative ou démarche de médiation culturelle qui dépasse la médiation culturelle de base visée sous 4°, telles que les visites accompagnées, les visites avec audio-guide ou les ateliers ;

6° « visite libre » : une visite réalisée par un groupe scolaire sans encadrement par un intervenant spécifique au musée qui assure une médiation culturelle ;

7° « visite accompagnée » : une visite d'un groupe scolaire encadré par un intervenant spécifique au musée qui assure une médiation culturelle ;

8° « fréquentation scolaire annuelle » : nombre total d'élèves ayant fréquenté un musée dans le cadre d'un groupe scolaire au cours d'une année civile ;

9° « convention pluriannuelle » : convention conclue entre la Communauté française et le bénéficiaire d'une subvention accordée pour plusieurs années, afin de préciser les modalités d'octroi, de liquidation et de justification de celle-ci en application de l'article 58 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE 2. — Des modalités d'organisation de la gratuité d'accès des groupes scolaires dans les musées

Art. 2. Les groupes scolaires peuvent accéder gratuitement aux espaces d'exposition permanente des musées à partir de la rentrée scolaire 2022.

Art. 3. Les musées sont autorisés à facturer des droits complémentaires aux groupes scolaires si ceux-ci souhaitent accéder aux expositions temporaires et/ou bénéficier de services de médiation culturelle spécifique.

Art. 4. Les musées peuvent conditionner l'accueil des groupes scolaires, y compris pour les visites libres, à une réservation préalable, et ce en fonction de leur capacité d'accueil dans les salles permanentes.

Art. 5. Dans le cadre des visites libres, la personne encadrant le groupe scolaire peut réaliser elle-même une médiation culturelle dans les espaces d'exposition permanente du musée.

CHAPITRE 3. — *Des conditions d'octroi de la compensation financière pour la gratuité d'accès des groupes scolaires dans les musées*

Art. 6. Pour pouvoir prétendre à la compensation financière, le musée doit répondre aux conditions suivantes :

1° bénéficier d'une reconnaissance en tant que musée, pôle muséal ou bénéficier d'une des aides définies au chapitre 5 du décret, pour autant que cette reconnaissance ou cette aide ait été octroyée dans le cadre d'une convention pluriannuelle débutant au plus tard au 1^{er} janvier 2023 ;

2° démontrer qu'un droit d'accès aux espaces d'exposition permanente était facturé aux groupes scolaires durant l'année scolaire 2021-2022 ;

3° mettre à disposition un fascicule pédagogique pour les élèves et/ou un guide pédagogique pour les encadrants, téléchargeable gratuitement sur le site internet du musée ;

4° avoir enregistré la fréquentation scolaire du musée au moins une année entre 2017 et 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les musées qui étaient fermés au public durant la totalité de l'année scolaire 2021-2022 peuvent démontrer qu'un droit d'accès aux espaces d'exposition permanente était facturé aux groupes scolaires lors de l'année scolaire précédant leur fermeture.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les musées qui sont reconnus pour la première fois au 1^{er} janvier 2023 ne doivent pas répondre aux conditions sous 2° et 4°.

Art. 7. La compensation financière est octroyée annuellement aux musées répondant aux conditions de l'article 6 qui en font la demande, et ce jusqu'à l'échéance de leur convention pluriannuelle.

A l'occasion du prochain renouvellement de leur reconnaissance, les musées doivent intégrer l'accueil gratuit des groupes scolaires dans le projet de budget pluriannuel accompagnant leur demande.

Art. 8. Le musée introduit une demande de compensation pour la période résiduelle de sa convention via le formulaire prévu par les Services du Gouvernement et ce :

1° au plus tard le 15 octobre 2022, pour les musées en cours de convention pluriannuelle

2° ou au plus tard au moment de la signature de leur convention pluriannuelle pour les musées qui n'avaient pas de convention en vigueur en 2022 et qui se sont vu octroyés une convention débutant au 1^{er} janvier 2023.

CHAPITRE 4. — *Du calcul du montant de la compensation financière*

Art. 9. § 1^{er}. La compensation financière annuelle est calculée en multipliant le montant du droit d'accès de référence par la fréquentation scolaire annuelle du musée.

En dérogation au paragraphe 1^{er}, la compensation financière pour l'année 2022 est calculée en multipliant le montant du droit d'accès de référence par la fréquentation scolaire du musée entre la rentrée 2022 et le 31 décembre 2022.

§ 2. Le montant du droit d'accès de référence mentionné au 1^{er} paragraphe est celui qui était pratiqué par le musée pour l'accès à ses espaces d'exposition permanente, hors frais de services complémentaires, lors de l'année scolaire 2021-2022.

Lorsque le droit d'accès porte sur le groupe scolaire dans son ensemble, le montant du droit d'accès de référence est calculé sur base du montant demandé pour le groupe au regard du nombre maximal d'élève admis par groupe par le musée.

Lorsque le musée pratique plusieurs montants de droit d'accès en fonction du niveau des groupes scolaires ou en fonction de l'âge des élèves, le montant du droit d'accès de référence est calculé sur base de la moyenne proratisée et non absolue des montants des droits d'accès.

§ 3. En dérogation au paragraphe 2, pour les musées qui étaient fermés au public durant la totalité de l'année scolaire 2021-2022, le montant du droit d'accès de référence correspond à celui qui était pratiqué lors de l'année scolaire précédant la fermeture.

En dérogation au paragraphe 2, pour les musées qui sont reconnus pour la première fois au 1^{er} janvier 2023, le montant du droit d'accès de référence est déterminé par les services du Gouvernement au regard des droits d'accès de référence pratiqués par des musées similaires.

CHAPITRE 5. — *De la liquidation de la compensation financière*

Art. 10. § 1^{er}. La compensation financière est liquidée annuellement en deux tranches.

§ 2. Une première tranche est liquidée au cours du premier trimestre de chaque année de la période résiduelle de la convention.

Le montant de cette première tranche est calculé comme suit :

1° le montant du droit d'accès de référence, déterminé conformément à l'article 9, §§ 2 et 3, est multiplié par la fréquentation scolaire annuelle la plus élevée enregistrée par le musée entre 2017 et 2021 ;

2° le montant obtenu en application du 1° est ramené à 85%.

§ 3. Une deuxième tranche est liquidée après réception et acceptation :

1° des pièces justificatives prévues dans leur convention pluriannuelle ;

2° d'un rapport de la fréquentation scolaire de l'année civile concernée, établi dans le format prévu par les Services du Gouvernement.

Le montant de cette deuxième tranche est obtenu en soustrayant le montant obtenu en application du § 2 du montant calculé en application de l'article 9, § 1^{er}, sur base de la fréquentation réelle de l'année civile concernée.

Si le montant de la deuxième tranche est négatif, il est déduit de la subvention suivante ou remboursé par le musée concerné.

Art. 11. § 1^{er}. En dérogation à l'article 10, § 2, le montant de la première tranche de la compensation financière pour l'année 2022 est liquidée avant le 31 décembre 2022.

Le montant de cette première tranche est calculé comme suit :

1° le montant du droit d'accès de référence, déterminé conformément à l'article 9, §§ 2 et 3, est multiplié par la fréquentation scolaire annuelle la plus élevée enregistrée par le musée entre 2017 et 2021 ;

2° le montant obtenu en application du 1° diminué au prorata du nombre de mois qui séparent la rentrée scolaire 2022 de la fin de l'année 2022, soit 4/12 ;

3° le montant obtenu en application du 2° est ramené à 85%.

§ 2. En dérogation à l'article 10, § 3, le montant de la deuxième tranche est obtenu en soustrayant le montant obtenu en application du paragraphe 1^{er} du montant calculé en application de l'article 9, § 1^{er}, sur base de la fréquentation réelle entre la rentrée scolaire 2022 et le 31 décembre 2022.

Art. 12. Les Services du Gouvernement sont habilités à vérifier et corriger les données communiquées dans les rapports de fréquentation scolaire en les confrontant avec celles reprises dans les pièces justificatives découlant de la convention, ainsi qu'en sollicitant l'accès à tout document et toutes données de logiciel comptable et de réservation que le musée utilise pour gérer le suivi et l'enregistrement des services aux groupes scolaires.

CHAPITRE 6. — *Disposition finale*

Art. 13. Le Ministre qui a la politique muséale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 8 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé,
de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/33373]

8 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van de vergoedingen bedoeld in artikel 15, tweede lid, van het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap, artikel 15, vervangen bij het decreet van 15 december 2021;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 19 mei 2022;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 25 mei 2022;

Gelet op de "gendertest" van 13 mei 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Kamer van overleg inzake het cultureel erfgoed, uitgebracht op 20 juni 2022

Gelet op het advies nr. 71.893/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 3 augustus 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities

1° "decreet": het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap;

2° "museum": het museum van de Franse Gemeenschap alsook de musea en museumclusters, erkend of genietend één van de steunmaatregelen bedoeld in hoofdstuk 5 van het decreet;

3° "culturele bemiddeling": alle initiatieven en benaderingen die erop gericht zijn de toegang tot de cultuur, de ontmoetingen met schepende kunstenaars, de toe-eigening van werken en de deelname aan het culturele leven van alle individuen en groepen te bevorderen;

4° "culturele basisbemiddeling": de toelichtingen die integraal deel uitmaken van de scenografie alsook het boekje of de educatieve gids bedoeld in artikel 6, eerste lid, 3°;

5° "specifieke culturele bemiddeling": elk cultureel bemiddelingsinitiatief of elke culturele bemiddelingsstap die verder gaat dan de culturele basisbemiddeling bedoeld in 4°, zoals begeleid bezoeken, bezoeken met een audiogids of workshops;

6° "onbegeleid bezoek": een bezoek van een schoolgroep zonder begeleiding van een specifieke museummedewerker die zorgt voor de culturele bemiddeling;

7° "begeleid bezoek": een bezoek van een schoolgroep onder begeleiding van een specifieke museummedewerker die zorgt voor de culturele bemiddeling;

8° "jaarlijks schoolbezoek": totaal aantal leerlingen dat in een kalenderjaar een museum heeft bezocht in het kader van een schoolgroep;

9° "meerjarenovereenkomst": overeenkomst gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de begunstigde van een subsidie die voor meerdere jaren wordt toegekend, teneinde de modaliteiten en voorwaarden voor de toekenning, de vereffening en de verantwoording van de subsidie te bepalen in toepassing van artikel 58 van het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en van de boekhouding van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 2. — *Organisatorische regelingen voor de gratis toegang tot musea voor schoolgroepen*

Art. 2. Schoolgroepen hebben vanaf het begin van het schooljaar 2022 gratis toegang tot de permanente tentoonstellingsruimten van de musea.

Art. 3. Musea mogen aan schoolgroepen extra kosten in rekening brengen indien zij toegang wensen tot tijdelijke tentoonstellingen en/of gebruik wensen te maken van specifieke culturele bemiddelingsdiensten.

Art. 4. De musea kunnen de toelating van schoolgroepen, ook voor rondleidingen op eigen gelegenheid, afhankelijk stellen van voorafgaande reservering, afhankelijk van de capaciteit in de permanente galerijen.

Art. 5. In het kader van rondleidingen op eigen gelegenheid kan de begeleider van de schoolgroep een culturele bemiddeling verrichten in de permanente tentoonstellingsruimten van het museum.

HOOFDSTUK 3. — *Voorwaarden voor de toekenning van een vergoeding voor de gratis toegang tot musea voor schoolgroepen*

Art. 6. Om voor vergoeding in aanmerking te komen, moet het museum aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° een erkenning genieten als museum, museumcluster of een van de steunmaatregelen bedoeld in hoofdstuk 5 van het decreet, op voorwaarde dat deze erkenning of deze steunmaatregel is toegekend in het kader van een meerjarenovereenkomst die uiterlijk op 1 januari 2023 ingaat;

2° aantonen dat in het schooljaar 2021-2022 aan schoolgroepen een vergoeding werd gevraagd voor de toegang tot de permanente tentoonstellingsruimten;

3° een educatieve brochure voor leerlingen en/of een pedagogische gids voor begeleiders ter beschikking te stellen, die gratis kan worden gedownload op de website van het museum;

4° tussen 2017 en 2021 gedurende ten minste één jaar schoolbezoek in het museum hebben geregistreerd.

In afwijking van lid 1 kunnen musea die het gehele schooljaar 2021-2022 voor het publiek gesloten waren, aantonen dat in het schooljaar voorafgaand aan de sluiting van de musea een vergoeding voor de toegang tot de permanente tentoonstellingsruimten werd gevraagd aan schoolgroepen.

In afwijking van lid 1 hoeven musea die op 1 januari 2023 voor het eerst worden erkend, niet te voldoen aan de voorwaarden onder 2° en 4°.

Art. 7. De vergoeding wordt jaarlijks toegekend aan de musea die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6 en die erom verzoeken, tot het einde van hun meerjarenovereenkomst.

Voor de volgende verlenging van hun erkenning moeten musea gratis toegang voor schoolgroepen opnemen in het meerjarenbegrotingsvoorstel bij hun aanvraag.

Art. 8. Het museum dient voor de resterende duur van zijn overeenkomst een verzoek tot compensatie in met gebruikmaking van het door de rijksdiensten ter beschikking gestelde formulier:

1° uiterlijk op 15 oktober 2022, voor musea met een meerjarenovereenkomst

2° of ten laatste op het ogenblik van de ondertekening van hun meerjarenovereenkomst voor musea die in 2022 geen van kracht zijnde overeenkomst hadden en die een overeenkomst hebben gekregen die ingaat op 1 januari 2023.

HOOFDSTUK 4. — *Berekening van het bedrag van de vergoeding*

Art. 9. § 1. De jaarlijkse vergoeding wordt berekend door het bedrag van de toegangsprijs te vermenigvuldigen met het jaarlijkse aantal leerlingen van het museum.

Onverminderd paragraaf 1 wordt de vergoeding voor het jaar 2022 berekend door het bedrag van de referentietoegangsprijs te vermenigvuldigen met het aantal bezoekers van het museum tussen het begin van het schooljaar 2022 en 31 december 2022.

§ 2. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde toegangsprijs is het bedrag dat door het museum in rekening werd gebracht voor de toegang tot zijn permanente tentoonstellingsruimten, exclusief de kosten van aanvullende diensten, in het schooljaar 2021-2022.

Wanneer de toegangsprijs betrekking heeft op de scholengroep als geheel, wordt het bedrag van de referentietoegangsprijs berekend op basis van het bedrag dat voor de groep wordt gevraagd in verhouding tot het maximumaantal leerlingen dat per groep door het museum wordt toegelaten.

Indien het museum verschillende toegangsprijzen hanteert voor verschillende niveaus van schoolgroepen of voor verschillende leeftijden van leerlingen, wordt de referentietoegangsprijs berekend op basis van het pro rata gemiddelde van de toegangsprijzen, en niet op basis van het absolute gemiddelde.

§ 3 In afwijking van paragraaf 2 komt voor musea die gedurende het gehele schooljaar 2021-2022 voor het publiek gesloten waren, het bedrag van de referentietoegangsprijs overeen met het bedrag dat in het schooljaar voorafgaand aan de sluiting in rekening werd gebracht.

In afwijking van paragraaf 2 wordt voor musea die op 1 januari 2023 voor het eerst worden erkend, het bedrag van de referentietoegangsprijs door de regeringsdiensten vastgesteld met inachtneming van de referentietoegangsprijzen die door soortgelijke musea worden gehanteerd.

HOOFDSTUK 5. — *Vereffening van de vergoeding*

Art. 10. § 1. De vergoeding wordt jaarlijks in twee termijnen uitbetaald.

§ 2. Een eerste schijf wordt betaald in het eerste kwartaal van elk jaar van de resterende duur van de overeenkomst.

Het bedrag van deze eerste schijf wordt als volgt berekend:

1° het bedrag van de referentietoegangsprijs, vastgesteld overeenkomstig artikel 9, §§ 2 en 3, wordt vermenigvuldigd met het hoogste jaarlijkse schoolbezoek dat door het museum tussen 2017 en 2021 is vastgesteld;

2° het onder 1° verkregen bedrag wordt teruggebracht tot 85%.

§ 3. Een tweede schijf wordt betaald na ontvangst en aanvaarding van:

- 1° de verantwoordingsstukken bedoeld in hun meerjarenovereenkomst ;
- 2° een verslag over het schoolbezoek voor het betrokken kalenderjaar, opgesteld volgens het door de regeringsdiensten verstrekte model.

Het bedrag van deze tweede schijf wordt verkregen door het overeenkomstig § 2 verkregen bedrag af te trekken van het overeenkomstig artikel 9, § 1, berekende bedrag op basis van de werkelijke aanwezigheid in het betrokken kalenderjaar.

Indien het bedrag van de tweede schijf negatief is, zal dit worden afgetrokken van de volgende subsidie of worden terugbetaald door het betrokken museum.

Art. 11. § 1. In afwijking van artikel 10, § 2, wordt het bedrag van de eerste schijf van de vergoeding voor het jaar 2022 betaald vóór 31 december 2022.

Het bedrag van deze eerste schijf wordt als volgt berekend:

1° het bedrag van de referentietoegangsrij, vastgesteld overeenkomstig artikel 9, §§ 2 en 3, wordt vermenigvuldigd met het hoogste jaarlijkse schoolbezoek dat door het museum tussen 2017 en 2021 is vastgesteld;

2° het onder 1° verkregen bedrag verminderd naar rata van het aantal maanden tussen het begin van het schooljaar 2022 en het einde van het schooljaar 2022, d.w.z. 4/12;

3° het onder 2° verkregen bedrag wordt teruggebracht tot 85%.

§ 2. In afwijking van artikel 10, § 3, wordt het bedrag van de tweede schijf verkregen door het overeenkomstig § 1^{er} verkregen bedrag af te trekken van het overeenkomstig artikel 9, § 1, berekende bedrag op basis van het werkelijke aantal schoolbezoekers tussen het begin van het schooljaar 2022 en 31 december 2022

Art. 12. De regeringsdiensten zijn gemachtigd de in de bezoeklijsten meegedeelde gegevens te verifiëren en te corrigeren door ze te vergelijken met de gegevens in de bewijsstukken die uit de overeenkomst voortvloeien, en door toegang te vragen tot alle documenten en gegevens van de boekhoud- en reserveringssoftware die door het museum wordt gebruikt voor het beheer van de follow-up en de registratie van de dienstverlening aan schoolgroepen.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepaling*

Art. 13. De minister bevoegd voor het museumbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 september 2022.

Voor de regering:

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/33378]

8 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les barèmes de référence pour le calcul des subventions relatives au personnel des milieux d'accueil de la petite enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, les articles 7 et 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, les articles 97 à 103, 105 et 110 ;

Vu le "test genre" du 24 mai 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mai 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2022 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone, rendu le 21 juin 2022 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 22 juin 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 18 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s est modifié comme suit :

1° à l'article 105, § 1^{er}, les mots « fixé par le Gouvernement » sont remplacés par « défini par l'annexe 3, rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendant par équivalent temps plein » ;

2° à l'article 110, § 1^{er}, les mots « fixé par le Gouvernement » sont remplacés par « défini par l'annexe 3, rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendant par équivalent temps plein » ;